



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Juin 2015

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie
Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

Sommaire

POLITIQUES AGRICOLES – INTERNATIONAL.....	2
AGRICULTURE.....	6
CHANGEMENT CLIMATIQUE – ENVIRONNEMENT – BIOCARBURANTS.....	8
ALIMENTATION.....	10
SECURITE SANITAIRE — FRAUDES.....	14
COLLOQUES.....	16
OUVRAGES.....	17
BRÈVES.....	19
COLLOQUES, CONFÉRENCES.....	24

Lancement du Plano Safra 2015-2016 au Brésil

Le 2 juin 2015, la présidente de la République Dilma Rousseff et la ministre de l'agriculture Katia Abreu ont lancé le Plano Safra 2015-2016, plan agricole brésilien annuel. Il prévoit 187,7 milliards de reals brésiliens (environ 62,5 milliards d'euros) de financements pour l'agriculture, soit 20 % de plus que l'an dernier. 80 % sont destinés au financement des frais de campagne et 20 % aux investissements.

La hausse de cette enveloppe est principalement constituée de financements aux taux du marché (taux de 25-30%), seuls 94,5 milliards de reals (7,5 % de plus que l'année précédente) étant destinés à des crédits à taux bonifiés. Les taux d'intérêts bonifiés sont également en augmentation (7,5 % pour les exploitations de taille moyenne et 8,75 % pour celles de grande taille, contre 6,5 % l'an dernier), en ligne avec la hausse générale des taux d'intérêts au Brésil. Rappelons toutefois que seule une petite partie des enveloppes de financements à taux bonifiés est compensée par le Trésor public, le reste étant supporté par les banques.

Comme les années précédentes, la politique de commercialisation (prix minimum garantis selon différents mécanismes) bénéficiera de 5 milliards de reals. Le financement de la prime pour l'assurance agricole devrait également rester au même niveau (environ 700 millions de reals), même si, selon l'exécutif, des améliorations des produits d'assurance proposés et la création d'un Système Intégré d'Informations sur l'assurance agricole (SIS Rural) devraient favoriser le développement de ce type d'outil. Par ailleurs, alors qu'il était réclamé depuis plusieurs années par le secteur agricole (dont la CNA, syndicat majoritaire), un groupe de haut niveau chargé de définir les grandes lignes d'une Loi Pluriannuelle de Production Agricole Brésilienne (LPAB) a été créé.

En cette période de récession (-1,5 à -2 % attendus) et d'ajustement fiscal (priorité du gouvernement actuel), le fait que les taux d'intérêts bonifiés annoncés soient légèrement inférieurs à ceux attendus montre, selon la presse et certains représentants professionnels agricoles, le poids politique de la ministre de l'agriculture au sein du gouvernement. Enfin, Dilma Rousseff a rappelé dans son allocution l'importance des mesures d'ajustement pour avoir un environnement stable, sans que cela soit une fin en soi. Elle a ainsi mis en valeur son « Agenda de croissance », dont le Plano Safra et le Plan national de Défense sanitaire agricole (PDA, annoncé le 6 mai 2015) sont des composantes fortes, et dont font également partie le programme de concessions qui a été annoncé ce 9 juin pour des grands travaux d'infrastructures (ports, routes, voies ferrées et fluviales) et le Plan national d'exportation attendu pour le 23 juin.

Mylène Testut Neves, Conseillère agricole (Brésil et Côte Sud)
Service économique régional de Brasilia, Ambassade de France au Brésil

Source : Ministério da Agricultura

<http://www.agricultura.gov.br/politica-agricola/noticias/2015/06/governo-lanca-plano-agricola-e-pecuario-20152016>

Quelle résilience du système alimentaire mondial ?

En avril dernier, la revue *PNAS* publiait un article intitulé *Resilience and reactivity of global food security*. Dans un contexte de changements globaux (croissance démographique, pression sur des ressources limitées, etc.), les auteurs ont questionné l'évolution de la sécurité alimentaire au cours des 25 dernières années (1986-2010). Mobilisant des données démographiques, de production alimentaire et des échanges pays par pays, ils ont étudié la relation entre la dynamique des populations et les calories disponibles. L'objectif était d'évaluer la sensibilité du système alimentaire mondial à court terme (réactivité) et sa réponse à long terme (résilience) vis-à-vis de chocs liés à la volatilité sur les marchés, à des changements de politiques commerciales ou

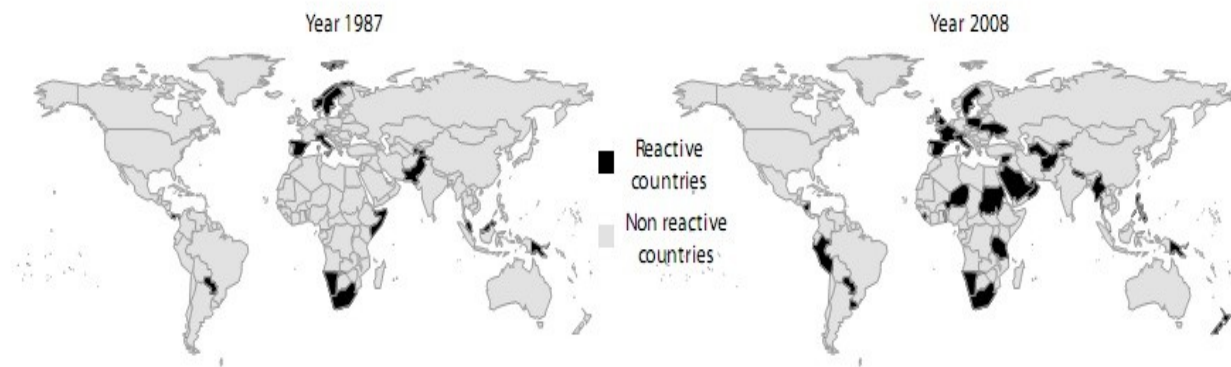
environnementaux.

Les auteurs soulignent plusieurs limites de leur approche, dont l'absence de stocks de matières premières dans le modèle décrivant de fait un scénario qu'ils qualifient de « solidaire », la non prise en compte de la pêche et de l'aquaculture ou encore des aspects nutritionnels.

Quatre grands groupes de pays sont identifiés en fonction de leur capacité à apporter les calories nécessaires à leur population (*carrying capacities*) via la production locale, mais aussi par le commerce international. Les auteurs font l'hypothèse que la taille de la population nationale est limitée par la nourriture disponible (ratio de la production en calories sur le régime alimentaire en calories par habitant et par an). Les quatre groupes sont : les pays exportateurs nets (dont les échanges diminuent la nourriture disponible pour leur population), les pays importateurs (partageant le même « pool » de ressources que les pays précédemment cités), les pays pour lesquels les échanges n'ont que peu d'influence sur la nourriture disponible ou l'évolution démographique nationales, et enfin les pays en déficit (avec une nuance apportée par les auteurs sur l'agriculture de subsistance, non prise en compte ici).

D'après ces travaux, dans les deux dernières décennies, alors que la dépendance aux échanges a augmenté, le système alimentaire mondial a perdu en résilience. Il est également devenu de plus en plus instable et réactif aux chocs. Les auteurs ont aussi établi une carte des pays les plus vulnérables (réactivité seulement), comme indiqué sur ci-dessous.

Carte des pays réactifs en 1987 et 2008



Source : PNAS

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : PNAS

<http://www.pnas.org/content/112/22/6902.abstract?sid=415033ad-846e-4ff1-8949-3a4d006ecd7b>

L'accaparement de terres agricoles gagne du terrain en Europe

Une nouvelle étude vient de paraître sur l'accaparement de terres agricoles en Europe, réalisée par *Transnational Institute* pour la commission agriculture du Parlement européen à laquelle elle a été présentée le 17 juin. Ce nouveau rapport fait suite à une précédente étude, *Concentration foncière, accaparement des terres et luttes populaires en Europe*, publiée en 2013 par le mouvement *Via Campesina*, qui démontrait déjà que ce phénomène ne se limite pas aux pays du Sud et touche aussi l'Europe.

Le présent rapport relève que l'accaparement des terres est un phénomène limité mais qui gagne du terrain. Il concerne surtout les États membres d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie, Hongrie et Pologne), où en moyenne la moitié des terres étaient détenues, en 2010, par moins de 3 % des exploitations. L'accaparement des terres agricoles présente une rupture profonde avec

l'exploitation familiale qui caractérisait jusque-là l'agriculture européenne, et les auteurs soulignent la nécessité d'une « réforme de la gouvernance européenne » dans ce domaine.

Ce rapport va au-delà du simple constat et propose des recommandations pour freiner la concentration foncière. Nous citerons notamment la mise en place d'un contrôle réglementaire par les États membres, qui fixerait les limites supérieures pour l'acquisition de terres agricoles, et la création d'un observatoire européen des « tenures » foncières. L'ajustement de la boîte à outils de la PAC est l'un des principaux axes d'actions, et plusieurs mesures pourraient être adoptées pour limiter le phénomène de concentration foncière : fixer à 100 % le taux de convergence des paiements directs agricoles ; fixer la part du paiement redistributif pour les premiers hectares dans le premier pilier au niveau le plus élevé ; envisager un plafonnement des aides à 100 000 € ; surveiller l'application des mesures de verdissement ; utiliser les paiements couplés pour renforcer les secteurs en difficulté ; adopter une définition de l'agriculteur actif « clairement ancrée sur la notion de travail à la ferme ».

Le rapport conclut par une dernière recommandation qui est la mise en œuvre par l'Europe des [Directives volontaires](#) pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, approuvées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en mai 2012.

Céline Fabre, Centre d'études et de prospective

Source : Parlement européen

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/540369/IPOL_STU%282015%29540369_EN.pdf

OMC : l'ICTSD recommande de prendre en compte le nouveau contexte global pour finaliser le Cycle de Doha

Alors que le programme de travail pour l'après-Bali se met en place à l'OMC, l'*International Center for Trade and Sustainable Development* (ICTSD) publie une note rappelant que le paysage international a changé depuis le gel des négociations en 2008, et plus encore depuis le lancement du Cycle de Doha en 2001.

Le commerce international a rapidement évolué, en raison notamment du dynamisme des importations en Afrique et de l'importance prise par les pays émergents. En raison des hausses de prix de certains produits, les auteurs considèrent que nous sommes passés d'un système limité par la demande à un système limité par l'offre. Sur le plan des politiques agricoles, les niveaux de subventions internes potentiellement distorsives, variables aux États-Unis, ont diminué dans l'Union européenne et au Japon, tandis qu'ils connaissent une forte tendance à la hausse au Brésil, en Chine, en Inde et en Indonésie. De plus, plusieurs accords commerciaux « méga-régionaux » sont en cours de négociation, et pourraient de par leur poids économique détourner les pays concernés des négociations multilatérales.

Face à ces changements de contexte, l'ICTSD fait plusieurs préconisations. En matière de soutien interne, il s'agirait de maintenir un système de sauvegarde, compte tenu de la volatilité accrue des marchés prévisible à l'avenir. De plus, un encadrement des subventions aux exportations, apparues récemment et fort dommageables, devrait être envisagé. Enfin, les auteurs considèrent que la Chine et l'Inde devraient, pour parvenir à un accord, accepter de limiter leurs aides au secteur du coton, un point sensible pour les pays en développement.

Cette note présente l'intérêt de mettre en évidence la nécessité pour les accords multilatéraux de s'adapter à un environnement économique évolutif.

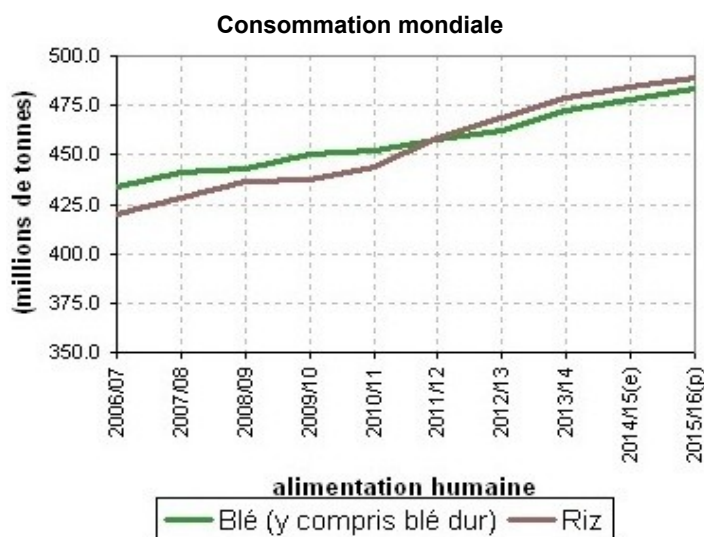
Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : ICTSD

<http://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/n%C3%A9gociations-sur-l%E2%80%99agriculture-le-d%C3%A9fi-de-la-mise-%C3%A0-jour-des-r%C3%A8gles>

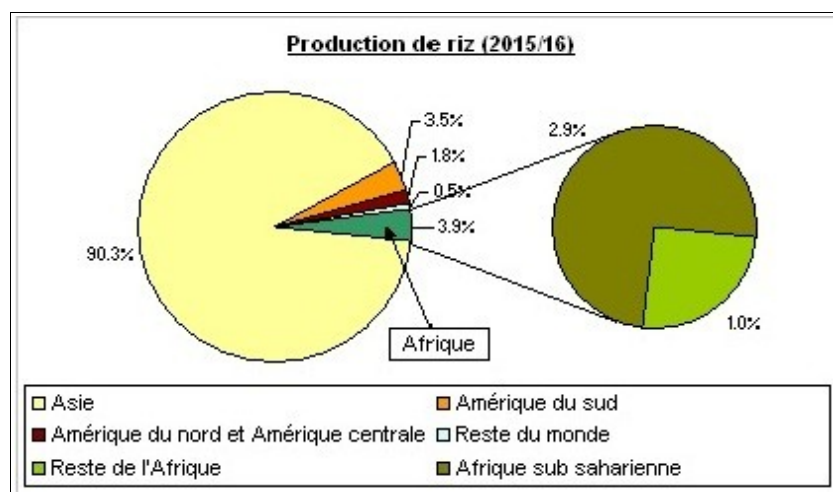
Le riz confirme sa place de céréale la plus consommée au monde en alimentation humaine

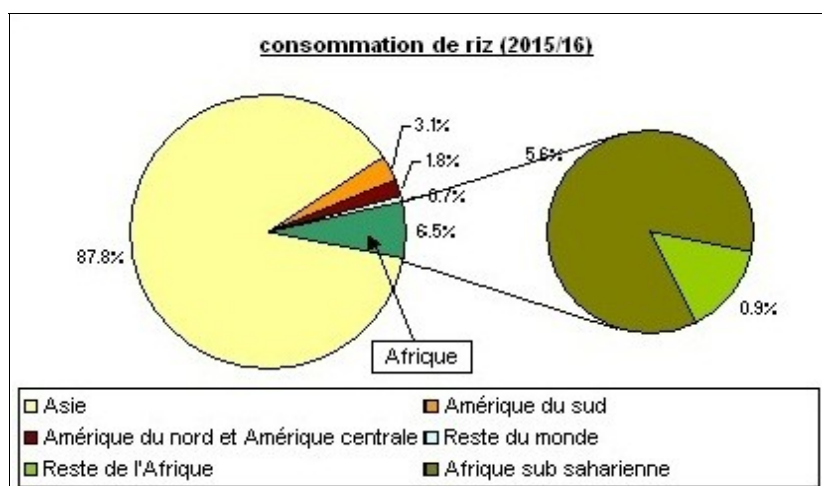
D'après les statistiques prévisionnelles pour la campagne 2015/2016 de l'*International Grains Council* publiées récemment, la consommation mondiale du riz en alimentation humaine devancerait celle du blé pour la quatrième campagne consécutive. Avec 489 millions de tonnes consommées, le riz conforterait ainsi son rôle de première céréale, sachant toutefois que son usage non alimentaire reste marginal par rapport à celui du blé.



Source : *International Grains Council, présentation CEP*
2014/15 : estimation ; 2015/16 : prévisions au 28/05/2015

Ces mêmes statistiques précisent que les trois premières zones de consommation (mais aussi de production) seraient dans l'ordre l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Elles regrouperaient à elles seules près de 97 % de la consommation et de la production mondiale pour la campagne 2015/2016.





Source : International Grains Council, présentation CEP

Sur le continent asiatique, deux pays, la Chine et l'Inde, concentrent plus de la moitié de la consommation et de la production mondiales. Ce taux frise les trois quarts si l'on y ajoute l'Indonésie, le Bangladesh, le Vietnam et la Thaïlande.

Contrairement à l'Asie et l'Amérique du Sud, dont les bilans sont excédentaires, l'Afrique peinerait encore à couvrir ses besoins, sa production ne représentant que 59 % de sa consommation (52 % en Afrique subsaharienne). Néanmoins, ce continent resterait le plus dynamique avec une hausse de la production de 31 % en neuf ans (48 % en Afrique subsaharienne), contre 18 % en Amérique du Sud et 14 % en Asie, ce qui lui permettrait de faire passer sa part dans la production mondiale de 3,4 % en 2006/2007 à 3,9 % en 2015/2016. Cette évolution serait due surtout à une extension significative des superficies cultivées entre ces deux campagnes : + 3,4 % annuel en moyenne en tendance (3,6 % en Afrique subsaharienne) contre + 0,4 % en Asie et une régression de 1,1 % en Amérique du Sud. Comparée aux autres zones, la progression moyenne des rendements resterait toutefois modeste : 0,3 % par an en tendance sur la même période (1,5 % en Afrique subsaharienne) contre 1 % en Asie et 2,3 % en Amérique du Sud.

José Ramanantsoa, Centre d'études et de prospective

Source : International Grains Council

<http://www.igc.int/fr/grainsupdate/sd.aspx?crop=Rice>

<http://www.igc.int/fr/grainsupdate/sd.aspx?crop=Wheat>

AGRICULTURE

L'agriculture urbaine en panorama dans la revue *Pour*

La revue *Pour* consacre un important volume aux agricultures urbaines (40 articles sur 400 pages, pour la moitié écrits par des chercheurs, pour l'autre par des acteurs de terrain). Les textes s'intéressent à cinq « fonctions » principales de ces productions dans les villes et leurs périphéries : alimentaires, marchandes, sociales, écologiques, urbanistiques.

Les contributions sont traversées par des questions récurrentes. S'agissant des performances économiques, sociales et environnementales, Christine Aubry rappelle que les effets vertueux et la « multifonctionnalité » de ces agricultures en circuit court sont, en fait, rarement quantifiés. Les dynamiques de localisation sont mises en perspectives par une synthèse de

Monique Poulot sur les relations entre ville et agriculture, depuis l'état de complémentarité fonctionnelle décrit par la théorie de la rente foncière de von Thünen, jusqu'au périurbain généralisé actuel. Les bouclages écologiques, eux, sont introduits par Philippe Clergeau (biodiversité, les trames vertes et bleues et autres services écosystémiques). Enfin, les dimensions politiques, autour du rapport des urbains à leur alimentation, l'*empowerment* des minorités, etc., constituent une autre dimension bien mise en valeur par les articles.

Pour privilégie ainsi l'agriculture urbaine telle qu'elle se fait, sur le terrain, en lien avec des besoins alimentaires ou des « demandes sociales ». Les projets à orientation plus technologique (fermes verticales, *plant factories*) ou architecturales (*building integrated agriculture*), qui nourrissent en partie l'engouement actuel des médias autour de l'agriculture urbaine, sont peu discutés dans le numéro. Mais les ingénieurs ne sont pas complètement absents, avec notamment des entretiens avec Frédéric Madre (Topager), à qui l'on doit le jardin expérimental sur les toits d'AgroParisTech, et avec Cédric Péchard, porteur du projet UpCycle de production de pleurotes en containers.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : *Pour*

<http://www.cairn.info/revue-pour-2014-4.htm>

Les exploitations en agriculture biologique plus rentables que les exploitations conventionnelles

Publiée récemment dans *Proceedings of the National Academy of Sciences* par deux scientifiques de l'université de Washington, une méta-analyse compare les résultats de 44 études sur les coûts, rendements, ratios coûts/bénéfices et valeur de l'actif des productions biologique et conventionnelle. Au total, les données analysées portent sur 55 cultures dans 14 pays issus des cinq continents. L'une des particularités de cette étude est de s'intéresser à la fois à l'échelle de la culture et à celle de la rotation, en incluant les données sur plusieurs saisons, ce qui permet une représentation plus fidèle du profit des agriculteurs.

Lorsque l'on ne tient pas compte des aides, les ratios bénéfices/coûts et les valeurs nettes actualisées en agriculture biologique seraient significativement plus faibles qu'en agriculture conventionnelle. Cependant, en comptabilisant les aides perçues, l'agriculture biologique serait significativement plus rentable et le rapport bénéfice/coût plus élevé (20-24 %). Si les charges globales ne sont pas significativement différentes, celles de main-d'œuvre sont plus élevées en agriculture biologique. Il convient de noter également que les études prises en compte dans l'analyse n'incluaient ni les coûts environnementaux (externalités négatives), ni les services écosystémiques de bonnes pratiques.

Par ailleurs, les prix de vente des productions biologiques, de 29 à 32 % supérieurs à ceux en conventionnel, compenseraient largement des rendements plus faibles (jusqu'à -18%), d'où une rentabilité supérieure de 5 à 7 % pour l'agriculture biologique. Or, selon les auteurs, la rentabilité est le facteur déterminant de l'adoption de ce mode de conduite par les agriculteurs, et ils suggèrent que les politiques en faveur de cette adoption soient renforcées, en particulier pendant la période de transition.

Ces résultats peuvent être comparés avec l'analyse de la Commission européenne, *Organic versus conventional farming, which performs better financially?*, publiée en novembre 2013 et qui concluait qu'il était difficile de départager conventionnel et bio sur les bases de la performance économique.

Anne-Sophie Wepierre, Centre d'études et de prospective

Sources : PNAS <http://www.pnas.org/content/112/24/7611.abstract>

Commission européenne

http://ec.europa.eu/agriculture/ricaprod/pdf/FEB4_Organic_farming_final_web.pdf

Des mesures agro-environnementales efficaces pour limiter le lessivage des nitrates issus de l'élevage bovin en Irlande

Les résultats d'une étude récemment publiée dans la revue scientifique *Agriculture, Ecosystems & Environment* démontrent les bons résultats de mesures agro-environnementales irlandaises visant à réduire le lessivage des nitrates issus de l'élevage bovin.

Les mesures agro-environnementales, dispositif volontaire du deuxième pilier de la Politique agricole commune, visent à inciter les agriculteurs à adopter des pratiques plus favorables à l'environnement. En Irlande, le programme de protection de l'environnement en milieu rural (*Rural Environment Protection Scheme* - REPS) est en place depuis 1994. Un agriculteur en faisant partie doit notamment s'engager à limiter l'apport d'azote sur ses parcelles (apport maximum de 170 kg par ha et par an).

Une équipe de recherche irlandaise (Teagasc) a étudié pendant trois ans deux systèmes d'élevage de bovins allaitants, principalement sur prairies permanentes, l'un conduit de manière intensive, l'autre selon le cahier des charges du REPS. Les taux de nitrates en profondeur dans le sol (- 1 m) ont été régulièrement mesurés.

Ces travaux montrent que les quantités de nitrates lessivées dans les eaux souterraines sont très significativement inférieures dans le système REPS. En effet, selon les calculs effectués, les quantités moyennes de nitrates lessivées étaient de 63 kg par ha et par an pour le système intensif alors qu'elles n'étaient que de 15 kg par ha et par an pour le système REPS. Ainsi, les chercheurs démontrent qu'il est possible de conduire un élevage bovin de manière plus durable en Irlande et suggèrent que ce type de système pourrait fortement contribuer à l'atteinte de l'objectif de « bon état écologique des masses d'eau » de la Directive cadre sur l'eau.

Clément Villien, Centre d'études et de prospective

Source : *Agriculture, Ecosystems & Environment*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0167880914005647>

Changement climatique : vers une diminution du nombre de jours propices à la croissance des plantes

Un article publié dans *PLOS Biology* montre, à l'échelle mondiale et en 2100, une baisse du nombre de jours propices à la croissance des plantes (environ - 11 %), et ce malgré une augmentation de nombre de jours au-dessus de 0 °C (+7 %). Cette conclusion correspond à une analyse faite dans le cadre du nouveau scénario RCP 8,5 (le plus pessimiste) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ces résultats questionnent ainsi, dans les latitudes les plus hautes, les bénéfices attendus associés à l'augmentation de température.

Trois variables sont au cœur de cette étude : la température, la réserve en eau des sols et les rayonnements solaires. Utilisant comme base des données satellitaires, les auteurs (universités d'Hawaii à Manoa et du Montana) ont établi des seuils critiques pour la production de biomasse (pour la majeure partie des plantes), et ce pour chacun de ces trois paramètres et leurs interactions. Ils ont alors appliqué trois scénarios du GIEC (RCP 8,5, RCP 2,6 et RCP 4,5) afin d'estimer l'évolution du nombre de jours propices à la croissance végétale à l'horizon 2100.

Au chapitre des conclusions, les chercheurs soulignent le rôle limitant du rayonnement solaire dans les hautes latitudes, malgré l'augmentation des températures. Parallèlement, dans les zones tropicales, cette hausse, accompagnée d'épisodes de sécheresse, pourrait être telle que les nouvelles conditions climatiques seraient au-delà des seuils de tolérance des plantes (jusqu'à moins 200 jours propices pour la production primaire nette par an). Cependant, dans certaines régions de Russie, de Chine et du Canada, le changement climatique pourrait avoir des effets

bénéfiques *via* l'augmentation du nombre de ces jours propices. Les auteurs soulignent également des impacts moindres dans les cas de scénarios avec adaptations (RCP 2,6 et 4,5)

Ce travail a aussi tenté d'évaluer la vulnérabilité de 194 pays face à l'évolution du nombre de jours propices à la croissance végétale. Comme le montre la carte ci-dessous, cette vulnérabilité est au croisement de trois variables : exposition (évolution du nombre de jours propices), dépendance (pourcentage du PIB associé à l'agriculture, pourcentage d'actifs dans ce secteur et pourcentage de la production primaire nette utilisée – alimentation, papeterie, bois, viande, fibres et co-produits de l'alimentation animale) et adaptabilité (PIB par habitant).

Vulnérabilité suite à la baisse du nombre de jours propices à la croissance des plantes

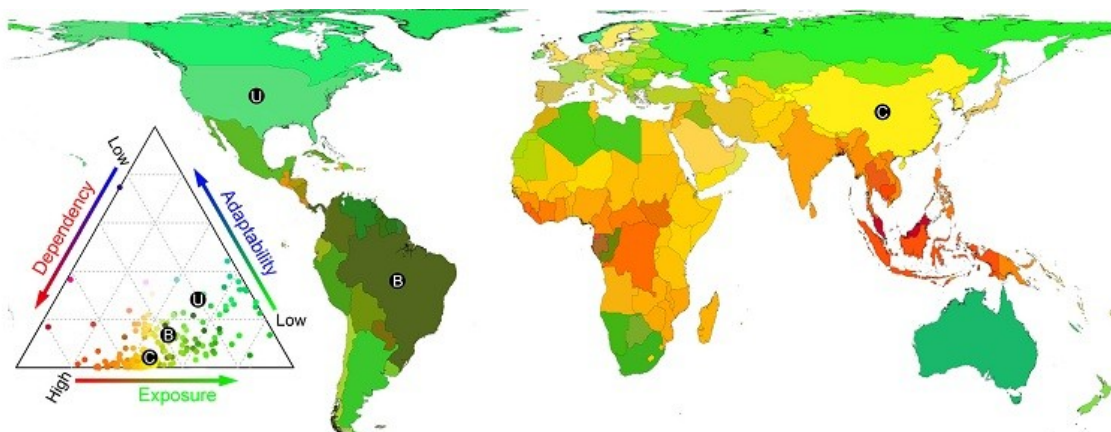


Fig 5. Human vulnerability to projected changes in suitable plant growing days. Human vulnerability is quantified as the combined effect of dependency, exposure, and adaptability, which are displayed along a red-green-blue gradient (colors in the triangle correspond to colors in the map). Points in the triangle represent each of the 194 countries analyzed, with the positions of United States (U), China (C), and Brazil (B) indicated for reference. The map outline was obtained from the CIA World DataBank ([S2 Table](#)). Data are provided in [S4 Data](#).

doi:10.1371/journal.pbio.1002167.g005

Source : PLOS Biology

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : PLOS Biology

<http://journals.plos.org/plosbiology/article?id=10.1371/journal.pbio.1002167>

Biocarburants et modélisation : éclairage sur la prise en compte de l'alimentation humaine dans les émissions de GES associées

Une étude publiée dans *Science* croise les résultats de différents modèles qui traitent du secteur des biocarburants, et questionne les périmètres de comptabilisation des émissions ou absorptions de gaz à effet serre (GES) associées, en lien avec les arbitrages inhérents à un exercice de modélisation. Les auteurs ont plus précisément regardé trois modèles aux États-Unis et en Europe : GTAP de la *Purdue University* (travaux de 2009 et de 2014) mobilisé dans le *California Air Resources Board*, *FAPRI-CARD model* utilisé par l'*Environmental Protection Agency*, et IFRPI-MIRAGE mobilisé par la Commission européenne.

Les chercheurs ont conduit une analyse des différents postes de réduction ou d'émission de GES dans ces trois modèles :

- les émissions résultant de la production des cultures et de l'éthanol,
- celles liées à la fermentation de l'éthanol, à sa combustion et au changement d'usage des sols,
- la fixation du carbone par les plantes (*via* l'augmentation des rendements ou la mobilisation de nouvelles parcelles pour la production d'éthanol).

Ils s'intéressent en particulier aux émissions évitées par la moindre consommation humaine ou animale (respiration et déchets). Ils concluent à une très forte sensibilité des émissions liées

aux biocarburants à ce facteur. La réduction de GES associée représente en effet pour les différentes simulations, à partir des trois modèles, entre 20 et 50 % de l'ensemble des postes cités ci-dessus. Ainsi, la conclusion appelle à plus de transparence lors de la publication des travaux de modélisation, et donc à un meilleur éclairage sur l'analyse des principaux facteurs explicatifs des résultats publiés.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : *Science* <http://www.sciencemag.org/content/348/6235/1261071.abstract>

ALIMENTATION

Les représentations sociales du « bien manger »

On sait combien les images, les opinions et les manières de voir la réalité sont importantes dans la vie en société, et en particulier en matière d'alimentation. Depuis 1988, le CREDOC réalise régulièrement des études quantitatives, basées sur une méthode d'analyse lexicale, et spécifiquement centrées sur les représentations sociales du « bien manger ». La huitième vague d'enquête, conduite en 2013 auprès de 1 200 ménages et dont les résultats viennent d'être diffusés, présente l'état actuel de ces représentations, mais est aussi l'occasion de montrer les transformations intervenues sur les vingt-cinq dernières années.

En 2013, à la question « pour vous, qu'est-ce que bien manger ? », les femmes utilisaient plutôt des mots du champ lexical de la nutrition et de la diététique (« légumes », « protéines », « laitiers »), alors que les hommes privilégiaient des termes exprimant les idées de satiété, de goût, de convivialité. En matière d'âge, les 15-24 semblaient très réceptifs aux messages de santé publique (« grignoter », « fruits », « gras », « cinq »), alors que les 35-44 ans insistaient sur « famille » et les 55-64 ans sur « naturel », « modération », « normalement ». Pour ce qui est des catégories socio-professionnelles, les contrastes étaient marqués entre les agriculteurs exploitants (idées de variété et de saveurs), les cadres et professions intellectuelles supérieures (« bonnes choses », « bio », « vin »), les cadres moyens et professions intermédiaires (« cuisine », « saine »), les employés (lexiques de la nutrition et de la diététique) et les ouvriers (« copieux », « correctement », « chez soi »). Au-delà de ces différences, le CREDOC considère qu'existaient six classes de représentations du « bien manger », à savoir : « manger équilibré » (25 %), « privilégier tels plats et aliments » (21 %), « acte social » (20 %), « fait maison » (15 %), « manger à satiété » (11 %), « discours nutritionnel » (8 %).

L'étude de l'évolution des représentations du « bien manger », de 1988 à 2013, révèle quelques tendances intéressantes. Il y a tout d'abord une influence évidente des messages publics nutritionnels sur le vocabulaire et les discours des mangeurs. Parallèlement, les crises alimentaires ont contribué à fragiliser la notion de « bonne alimentation » et à la faire percevoir comme un « problème ». Troisièmement, si certains mots ont des fréquences d'usage stables dans le temps (« bon », « repas », « faire »), d'autres sont nettement descendus dans le classement (« enfants », « fête », « café », « hors-d'œuvre », « sauces », « mets », « lourd », « ordinaire », « calorie ») ou au contraire fortement montés (« bio », « assiette », « raisonnable », « grignoter », « salé », « sucré », « eau », « protéines », « féculents »). En conclusion, le CREDOC souligne que les réponses sont au fil du temps de plus en plus stéréotypées et formatées, que la « nutritionnalisation » des discours est tangible et que les représentations sociales de l'alimentation sont un bon miroir des mutations sociales plus globales.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Source : CREDOC <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C316.pdf>

Modeler les prises alimentaires : publication des résultats d'une méta-analyse

Dans son édition datée de juillet 2015, la revue *Social influence* publie les résultats d'une méta-analyse conduite sur le modelage des prises alimentaires (*modeling of food intake*). La multiplication des travaux depuis le début des années 2000 sur ce sujet permet de disposer d'une masse critique de résultats et les auteurs ont pu s'appuyer sur 38 articles pour quantifier les effets d'individus (« modèles sociaux ») sur la prise alimentaire d'autres personnes. L'exemple donné en début d'article illustre la thématique : deux jours de suite, vous consommez le même repas au restaurant mais avec deux personnes différentes ; les quantités que vous mangerez à chaque fois vont dépendre notamment de celles que l'autre convive consommera.

Cet article comprend un rappel des principaux résultats de la littérature sur le modelage, l'une des influences sociales les plus fortes sur les prises alimentaires. Ce modelage découle des informations sur les quantités appropriées de nourriture à consommer données par les autres convives, et du fait que la notion de « bonne » quantité est souvent ambiguë. Les signaux internes (faim, satiété) sont souvent peu fiables et les personnes peuvent s'appuyer sur l'exemple des autres ou chercher à maximiser leur consommation sans paraître manger excessivement (au sens de « manger plus que ce que les autres mangent »). Ainsi, les normes perçues de la prise alimentaire appropriée servent de médiateur à l'influence des modèles sociaux. La robustesse du modelage est l'un de ses traits les plus notables, observé dans des situations diverses (y compris quand le modèle n'est pas présent physiquement), sachant que des caractéristiques individuelles du modèle (empathie, extraversion, etc.) vont faire varier son influence.

Parmi les résultats de cette méta-analyse, on peut retenir que manger avec une personne à basse consommation peut amener les autres individus à restreindre leurs propres prises alimentaires, cette restriction étant soit perçue comme saine et désirable, soit comme exacerbant des comportements non sains chez les individus à risque de désordre alimentaire. Par ailleurs, manger avec un modèle à consommation élevée peut conduire à une certaine indulgence et à une prise énergétique excessive. Les modèles sociaux semblent toutefois avoir plus d'effets inhibiteurs qu'incitateurs. En conclusion, les auteurs soulignent notamment l'intérêt potentiel de l'utilisation des modèles sociaux pour promouvoir des régimes alimentaires sains.

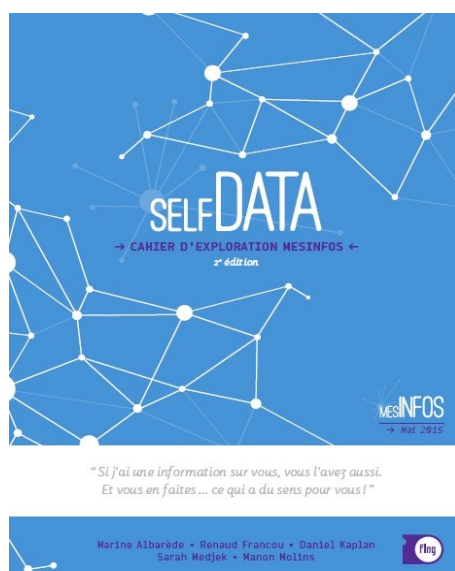
Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : *Social Influence*

www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/15534510.2015.1008037

Self Data – La FING publie la deuxième édition de son Cahier d'exploration MesInfos

La Fondation Internet Nouvelle Génération (FING) vient de publier la deuxième édition de son *Cahier d'exploration* consacré à la thématique des *Self Data* et s'appuyant sur une expérimentation conduite dans le cadre du projet *MesInfos*. 300 clients de six grandes entreprises françaises (dont Les Mousquetaires) ont eu, pendant huit mois, accès à leurs données dans un « cloud personnel » et à des services pour les trier, visualiser et utiliser à des fins pratiques. Ce *Cahier d'exploration* en présente les résultats et développe plus largement une analyse du marché des *Self Data* et des services existants, ainsi que des défis posés.



Pour la FING, l'importance croissante des données personnelles dans l'activité des organisations (entreprises, administrations) est un facteur fort de la crise de confiance qui touche le « cœur de [leur] relation » avec les individus, lesquels réclament plus de transparence. La « voie » du *Self Data*, ie du partage avec les individus des données qui les concernent, tout en leur donnant les moyens de les utiliser à leurs propres fins (avec intervention de fournisseurs de services personnels, et de médiateurs et plates-formes pour organiser le flux sécurisé des données et la distribution de l'éventuelle valeur économique créée), est présentée comme une réponse à ce constat.

Parmi les illustrations et propositions d'applications faites, plusieurs concernent l'alimentation, en particulier des aspects nutritionnels et de santé (en lien avec le marché du *Quantified Self*), l'optimisation des courses et la réduction du gaspillage (application liée à une poubelle connectée) ou encore des achats correspondant plus aux valeurs du consommateur. À titre d'exemple, l'application *Mes Infos Nutritionnelles* (l'un des six prototypes développés dans le projet) permet de suivre sa consommation nutritionnelle sous forme de diagrammes, à partir des tickets de caisse et après croisement avec la base de données collective *Open Food Facts*.

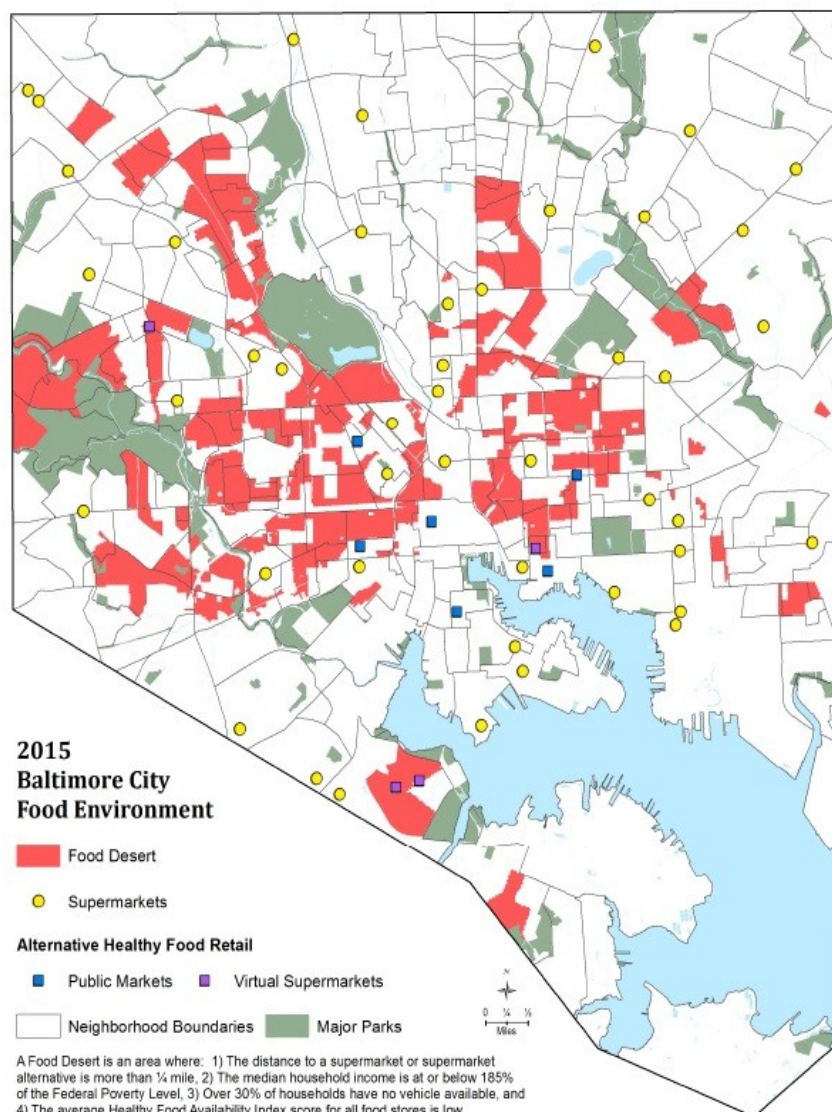
Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : FING

<http://mesinfos.fing.org/publication-du-cahier-dexploration-self-data/>

Déserts alimentaires : à Baltimore, un habitant sur quatre est concerné

Le *Johns Hopkins Center for a Liveable Future* (CLF) a rendu public, le 10 juin, le rapport *Mapping Baltimore City's Food Environment* réalisé en collaboration avec la *Baltimore Food Policy Initiative*. Ce rapport fait suite aux deux premières éditions de 2009 et 2012, mais repose sur une méthodologie plus complète qui reflète précisément l'expérience des habitants. Cette méthode est en effet la première à inclure des critères sur l'accès à un véhicule et l'approvisionnement en nourriture saine dans tous les magasins alimentaires de la ville, en plus des habituels « distance aux supermarchés » et « revenu des ménages ». Ainsi, un « désert alimentaire » dans Baltimore est défini comme une zone où *i)* les résidents doivent se déplacer sur au moins un quart de mile pour arriver à un supermarché, *ii)* le revenu moyen par foyer est inférieur ou égal à 185 % du seuil de pauvreté, *iii)* plus de 30 % des foyers n'ont pas d'accès à un véhicule et *iv)* l'approvisionnement en nourriture saine est faible.



Source : CLF

Les résultats montrent qu'un habitant sur quatre (soit plus de 158 000 personnes) vit dans un désert alimentaire. Ces zones se caractérisent par des taux élevés de mortalité due à des régimes alimentaires non sains (dont maladies cardiovasculaires et diabètes), et plus généralement un taux de mortalité plus élevé que la moyenne. De plus, 34 % des afro-américains de la ville y habitent (alors que seuls 8 % des résidents blancs sont concernés par exemple), ainsi que 30 % des enfants en âge d'aller à l'école. Ce rapport va servir de « feuille de route » pour des politiques de développement économique et de planification urbaine, pour le département de la santé et pour des travaux de recherche sur l'accès à une alimentation saine.

Sources : Johns Hopkins Center for Liveable Future

<http://www.jhsph.edu/research/centers-and-institutes/johns-hopkins-center-for-a-livable-future/news-room/News-Releases/2015/1-In-4-Baltimore-Residents-Live-Food-Desert.html>

Mariland Food System

<http://mdfoodsystemmap.org/2015-baltimore-city-food-access-map/>

Biosécurité et surveillance des animaux

La *Revue d'anthropologie des connaissances* consacre son dernier numéro aux réajustements de la surveillance des animaux à l'aune des préoccupations de « biosécurité ». Par là, il faut entendre une « transformation des techniques scientifiques et politiques en matière de gestion des maladies infectieuses émergentes et ré-émergentes », désormais de plus en plus orientées vers la préparation à « une catastrophe dont la probabilité est incalculable et dont l'arrivée est perçue comme imminente ».

Selon Nicolas Fortané (Inra) et Frédéric Keck (musée du Quai Branly), qui coordonnent le numéro, « pour saisir *ce que fait* et *ce qui fait* la biosécurité », il importe « d'étudier 'par le bas' » les activités de surveillance, « au lieu de partir des injonctions ou des principes qui les orientent 'par le haut' ». L'attention à l'« émergence », au cœur des approches unitaires de la santé (*One Health*), est ainsi mise en perspective à partir de différents terrains : rôle de l'OMS dans les premières mobilisations internationales autour d'un réservoir animal de grippe, surveillance des animaux d'élevage au Zimbabwe et en Mongolie, attente des invasions de criquets pèlerins en Mauritanie, contrôle des moustiques à La Réunion, fonctionnement d'un réseau de surveillance des bactéries résistantes d'origine animale (*Resapath*).

Les dispositifs de surveillance existent « au sein d'univers complexes, qui ne sont pas nécessairement organisés (ou en tout cas principalement organisés) autour de cette activité qu'est la surveillance des animaux ». C'est ainsi « un des enjeux de la surveillance que de faire entrer dans des dispositifs de préparation aux crises sanitaires des pratiques d'encadrement des productions agricoles, des pratiques commerciales, des pratiques académiques ou encore des pratiques de contrôle des populations humaines ou de préservation de la biodiversité ».

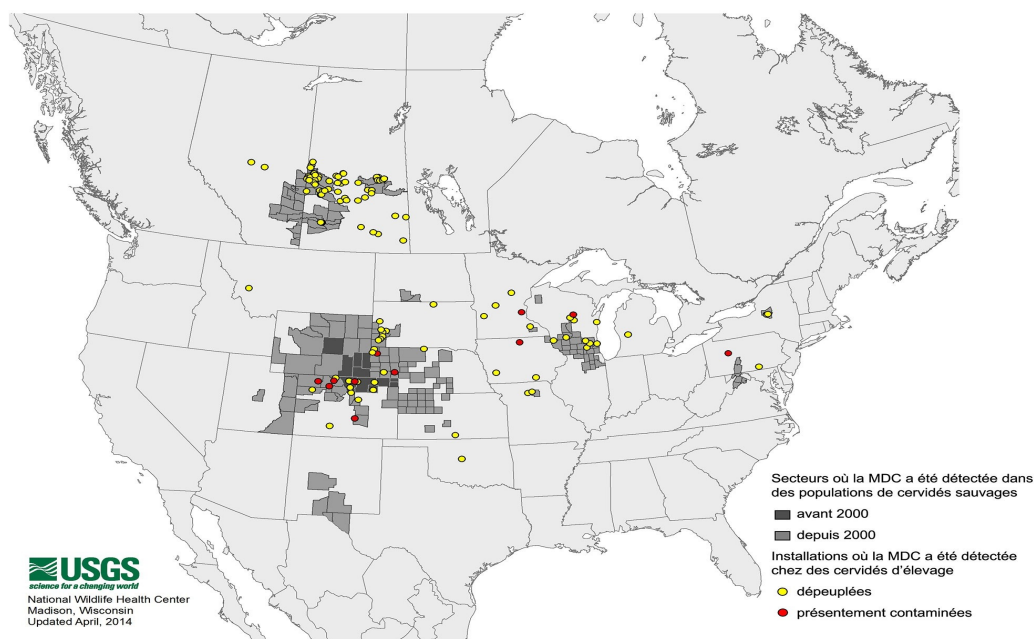
Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : *Revue d'anthropologie des connaissances*
<http://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2015-2.htm>

Les végétaux, vecteurs possibles de prions ?

Des chercheurs de l'*University of Texas Medical School* et de la *Colorado State University* ont publié en mai 2015 dans la revue *Cell Report* les résultats d'une étude accordant la possibilité de transmission de prions *via* des végétaux. Agents infectieux de nature protéique, les prions sont responsables de plusieurs graves [maladies animales et humaines](#) : encéphalopathie spongiforme bovine, tremblante du mouton, maladie de Creutzfeld-Jacob, maladie débilante chronique des cervidés (*Chronic wasting disease-CWD*, identifiée dans 22 États des USA et également préoccupante au Canada), etc. Ces quinze dernières années, la CWD est devenue la maladie la plus importante qui affecte les populations de cervidés sauvages et d'élevage en Amérique du Nord, et elle fait l'objet d'un dépistage organisé au Canada.

Répartition nord-américaine de la CWD, avril 2014



Source : [MFFP](#)

Les travaux de l'équipe de recherche ont mis en évidence la possibilité de liaison du prion du CWD à différentes parties du blé. L'expérience consistait à mettre des racines et épis en incubation avec de la matière cérébrale contaminée. Même en cas de dilution très faible du contaminant, la liaison prion- plante s'est produite, puis des hamsters ont été infectés *in vitro* par consommation de ce filtrat contaminant. Le prion a aussi été détecté sur des plantes exposées à l'urine et aux fèces d'animaux infectés. Enfin, l'étude a montré que les plantes peuvent assimiler des prions à partir d'un sol contaminé, lequel se retrouve ensuite dans les différentes parties du végétal.

Ces éléments donnent à penser que les plantes pourraient jouer un rôle important de support de l'infectiosité dans la contamination environnementale et la transmission horizontale de la maladie. Après cette première phase de recherche en laboratoire, l'équipe va procéder à des travaux au niveau environnemental. Plus largement, cette découverte pourrait élargir les connaissances sur les modes de transmission possibles des encéphalopathies spongiformes transmissibles affectant les espèces domestiques.

Le *Center for Disease Control* (CDC) américain a d'ores et déjà recommandé aux chasseurs le port de gants pour manipuler les dépouilles de cerfs, et également déconseillé de consommer la viande issue de cerfs malades.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Cell Reports*

[http://www.cell.com/cell-reports/abstract/S2211-1247\(15\)00437-4](http://www.cell.com/cell-reports/abstract/S2211-1247(15)00437-4)

Bilan de l'activité en 2014 de l'Office européen de lutte antifraude

L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a publié le 2 juin son 15^e rapport annuel d'activité. L'OLAF fait partie de la Commission européenne mais exerce sa fonction d'enquête de manière indépendante, avec pour principale mission de détecter les cas de fraude relatifs à l'utilisation des fonds de l'UE et de mettre fin aux infractions constatées. En 2014, il a conduit 250 enquêtes à terme et en a ouvertes 234 autres. Il a également émis son plus grand nombre de recommandations (397) depuis cinq ans, pour un montant record de recouvrements financiers en

faveur du budget européen (901 millions d'euros). Ces résultats confirment le gain d'efficacité de l'OLAF et, pour la première fois dans le rapport, outre la répartition classique par domaine d'activité, les enquêtes sont ventilées par État membre (EM) et institution.

Concernant les secteurs d'activité, les enquêtes courant 2014 ont porté pour l'essentiel sur les fonds structurels (32 %), l'aide extérieure (17 %), les fonds agricoles (12 %) et, dans une moindre mesure, les nouveaux instruments financiers (3 %). Pour ces quatre domaines, les 156 enquêtes conclues ont concerné 56 pays dont 22 EM et 34 pays tiers. 36 enquêtes ont ainsi été menées en Roumanie, 13 en Hongrie et 11 en Bulgarie, contre seulement 3 en France, en Allemagne et en Lituanie, et une seule au Royaume-Uni.

Parmi les cas concrets présentés dans le rapport, notons une enquête de l'OLAF, en collaboration avec les douanes polonaises, sur l'importation de 21 tonnes de 16 pesticides contrefaits et illicites (matières actives non homologuées) en provenance de Chine et déchargés dans un port ukrainien pour être réexpédiés en Pologne par la route, avec ouverture d'une procédure criminelle à la clé. Autre illustration : la mise en œuvre d'une recommandation judiciaire de l'Office par plusieurs EM dans un cas d'utilisation frauduleuse du fonds agricole du Programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural (SAPARD), sur dénonciation des autorités bulgares et impliquant *in fine* des sociétés dans plusieurs États (irrégularités dans les procédures de marchés publics, pour une fraude constatée de 7,6 millions d'euros). Des procédures nationales contre les sociétés impliquées ont été lancées.

Christine Cardinet, Centre d'études et de prospective

Source : OLAF

http://ec.europa.eu/anti_fraud/documents/reports-olaf/2014/olaf_report_2014_en.pdf

COLLOQUES

Santé publique vétérinaire : les métiers d'aujourd'hui et de demain

Le 9 juin dernier, lors d'une séance de la Société Vétérinaire Pratique de France, ont été présentés plusieurs métiers vétérinaires d'avenir. Si l'exercice en clientèle, rurale ou canine, est la première fonction des vétérinaires, d'autres types d'activités se développent, par exemple en matière de :

- médicament vétérinaire : par rapport au médicament humain, existence d'exigences plus élargies pour la prise en compte des effets sur la santé animale mais également sur la santé humaine (*via* notamment les résidus) et sur l'environnement ;
- industrie agroalimentaire : montée en puissance de la commercialisation de poulets élevés sans antibiotique, démarche initiée en 2010 en région Auvergne et ayant pris un réel essor ;
- conseil en hygiène alimentaire, dans le cadre de l'application de la réglementation européenne du « Paquet Hygiène » : activité de conseil en hygiène alimentaire auprès d'industriels et de collectivités, qui pourrait se développer dans les prochaines années suite à l'intérêt croissant, dans les cantines scolaires, pour les produits locaux cuisinés sur place, remplaçant des repas élaborés en cuisines centrales.

Cette liste, loin d'être exhaustive, pourrait être complétée par la fonction de vétérinaire comportementaliste et la mise en place de thérapies « par l'animal ».

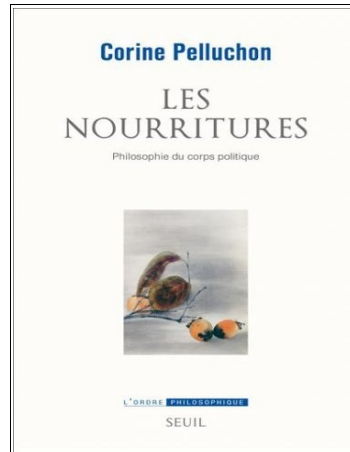
Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Lien : CIV

http://www.civ-viande.org/wp-content/uploads/2015/05/SVPPF_Programme_s%C3%A9ance_de_juin_2015_.pdf

OUVRAGES

Corine Pelluchon, *Les nourritures. Philosophie du corps politique*, Éditions du Seuil, 2015, 389 pages



Pourquoi les enjeux du développement durable et de l'agro-écologie, la question du bien-être animal ou la préservation de la saine alimentation ont-ils autant de mal à entrer dans le champ des délibérations démocratiques ? Que faire pour que les éthiques environnementales, élaborées au fil des décennies, pénètrent vraiment les institutions et débats politiques ? Telles sont les questions auxquelles Corine Pelluchon (professeure à l'université de Franche-Comté) essaie de répondre dans ce dense et solide essai philosophique paru début 2015.

Il serait vain de chercher à résumer ses réflexions, qui visent dans une première partie (avec Husserl et surtout Lévinas) à élaborer une nouvelle phénoménologie de l'existence, puis dans la seconde partie (avec Hobbes, Locke, Rousseau, Rawls) à rénover le « contrat social » et à fonder une véritable démocratie écologique. Dans le cadre de ce blog de veille, on se contentera de présenter quelques linéaments de son raisonnement :

1. La faim et la satiété sont les points de départ de nos expériences et de notre existence. Notre rapport au monde est, au commencement, un rapport à ce qui alimente notre corps et à ceux qui l'alimentent. Cette « corporéité du sujet » fait que vivre, c'est toujours « vivre de ».

2. Nous reproduisons constamment ce schéma alimentaire primordial et nous nous « nourrissons » littéralement d'air, de lumière, d'eau et de saveurs, mais aussi de travail, de sentiments, de culture ou de paysages. Nous incorporons tous ces milieux qui nous entourent, nous sommes ce dont nous dépendons et qui nous perfuse. En assurant notre *subsistance*, le monde définit notre *substance*.

3. Cette « phénoménologie des nourritures » induit un changement des rapports avec la nature. Si nous sommes consubstantiels à notre environnement, celui-ci ne peut plus être pensé, comme dans l'écologie classique ou les théories du développement durable, en termes de « ressources » externes qu'il s'agirait d'exploiter, de protéger ou de sanctuariser.

4. Parler de « nourritures » plutôt que de « ressources » amène à considérer que notre existence ne peut pas être individuelle : elle est nécessairement collective car nous appartenons au monde de toutes les espèces, de l'écosphère et de la biodiversité. Habiter la terre, c'est partager la « maison commune », c'est-à-dire l'espace et le milieu des autres existants.

5. De fait, l'homme ne peut plus assujettir, exploiter, industrialiser et chosifier les animaux, co-habitants intimement mêlés à nos vies, qui doivent bénéficier de respect, de droits positifs et de conditions décentes d'accomplissement. Il est temps de procurer à la question animale une ontologie et une théorie politique.

6. La faim étant ce besoin primitif qui marque notre dépendance essentielle, manger est un

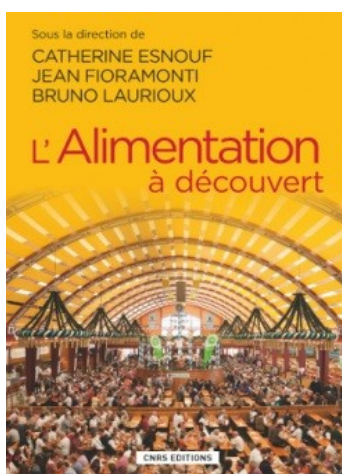
acte économique, moral et politique. Il faut donc renforcer le droit à l'alimentation, à la souveraineté alimentaire, reconnaître le caractère spécifique du commerce des denrées et le doter d'une protection internationale adaptée.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions du Seuil

<http://www.seuil.com/livre-9782021170375.htm>

Catherine Esnouf, Jean Fioramenti, Bruno Laurioux (dir.), *L'Alimentation à découvert*, CNRS Éditions, 2015, 324 pages



CNRS Éditions vient de publier, sous la direction de Catherine Esnouf, Jean Fioramenti et Bruno Laurioux, *L'Alimentation à découvert*, ouvrage ayant pour objectif de « répondre aux interrogations multiples de nos contemporains en exposant le plus simplement et le plus complètement possible l'état des connaissances scientifiques sur l'alimentation ». Avec 139 articles courts (2 pages en moyenne), il réunit les contributions de 163 scientifiques venant de disciplines variées (sciences humaines et sociales, biologiques, médicales, des aliments et environnementales). Cette pluridisciplinarité se retrouve dans un plan thématique « qui permet au lecteur de prendre connaissance pour une même question de tous les points de vue et, au besoin, de les confronter ». Huit parties embrassent ainsi les problématiques diverses liées à l'alimentation, abordant tour à tour le mangeur, la fabrication des aliments (du champ à l'assiette), les systèmes alimentaires, les questions de nutrition et de santé, la sécurité sanitaire, les normes juridiques et sociales, les relations entre alimentation, environnement et territoire, et enfin les grands enjeux pour le futur de l'alimentation.

Cette dernière partie, *Quel futur pour l'alimentation ?*, illustre l'approche générale de l'ouvrage. Quatorze articles traitent des « grands enjeux » pour l'alimentation « que constitueront, à n'en pas douter, la pression démographique et les changements climatiques et leurs effets prévisibles sur les modes de consommation alimentaire ». Sont ainsi abordées les questions liées aux consommations alimentaires (alimentation sur mesure, incertitudes liées aux projections démographiques, transitions nutritionnelles, etc.), à la production agricole (émissions de gaz à effet de serre et changement climatique, appropriations foncières à grande échelle, etc.), à la transformation (enjeux de durabilité notamment) et plus largement aux systèmes alimentaires.

Le quatorzième article de cette partie prospective, « Pour une gouvernance mondiale, contrôler le commerce international », signé par Marion Guillou, conclut l'ouvrage en proposant de lier négociations commerciales et environnementales pour que « les pays émergents et en développement assurent leur sécurité alimentaire à travers des modèles de production agro-

écologiques ». elle suggère aussi d'encadrer les barrières à l'exportation par des disciplines internationales pour « fluidifier les échanges au service de cette sécurité alimentaire de chacun ».

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Lien : CNRS Éditions

<http://www.cnrseditions.fr/biologie-science-de-la-terre/7101-l'alimentation-a-decouvert.html>

BRÈVES

Débats en cours dans divers *think tanks* sur l'avenir de la PAC

Dans un billet de son [blog consacré à l'avenir de la PAC](#), l'*Institute for European Environmental Policy* (IEEP) propose un résumé des débats en cours, dans différentes sphères sur le sujet. Dans les cercles agricoles, la discussion se centrerait sur le modèle américain de gestion des risques, considéré comme plus pertinent que les outils du 2^e pilier de la PAC, qui amènent à des disparités entre États membres. Il serait alors question de créer un 3^e pilier spécifiquement destiné à la gestion des risques.

Dans les cercles environnementaux, la déception est, selon l'auteur, importante. On y considère que le discours sur la nécessité de produire plus empêche toute avancée en matière environnementale. Certains imaginent alors qu'il serait pertinent de créer un fonds environnemental indépendant de la PAC en y puisant les 30 % destinés aux biens publics.

Pour l'auteur, aucune de ces voies n'est pertinente, et il s'agit avant tout de continuer à améliorer l'intégration des objectifs de durabilité et de sécurité sanitaire et nutritionnelle, dans une seule et même politique, qui devra pour cela encore être réformée.

Source : *cap2020*

<http://www.cap2020.ieep.eu/2015/6/10/keep-chewing-this-bone-a-trickle-of-ideas-on-a-future-cap>

Sols : panorama sur le changement climatique et la sécurité alimentaire à l'échelle du monde

Publié dans *Science* début mai, un article rédigé par des chercheurs américains offre un panorama de grands enjeux associés aux sols, mettant l'accent sur le changement climatique et la sécurité alimentaire.

Cette publication donne ainsi des ordres de grandeurs issus de la littérature académique sur les capacités de stockage (ex : 2 300 Gt de carbone organique dans les trois premiers mètres) et d'émissions de carbone par les sols au niveau mondial. Elle explique certains points clés, par exemple l'approche non linéaire dans le temps de la séquestration de carbone, ou encore la variation possible du carbone stocké dans le sol (entre -72 et +253 Gt à l'horizon 2100, selon les travaux de modélisation). Elle revient également sur les incertitudes : réponse des sols des latitudes nordiques au réchauffement climatique (estimation des émissions comprises entre 50 et 150 Gt), incertitude sur la taille du stock de carbone dans le sol (de l'ordre de la quantité de carbone présent dans l'atmosphère – 770 Gt), etc.

Sur le volet « sécurité alimentaire », les auteurs évoquent principalement la question de l'érosion et mettent aussi l'accent sur les nutriments, comme le phosphore dont la principale source provient de formations géologiques (roches phosphatées) inégalement réparties dans le monde. Pour conclure, trois axes stratégiques pour les sols sont cités : le carbone organique

(séquestration et émissions), l'érosion et les nutriments.

Source : *Science*

<http://www.sciencemag.org/content/348/6235/1261071.abstract>

L'EPA publie une nouvelle proposition sur les volumes de biocarburants pour les années 2014, 2015 et 2016

Alors que le *Renewable Fuel Standard 2* (RFS 2) datant de 2007 fixe aux États-Unis les volumes de biocarburants à incorporer dans les carburants fossiles pour les années 2008 (8 milliards de gallons) à 2022 (36 milliards de gallons), l'*Environmental Protection Agency* (EPA) a proposé le 29 mai 2015 une nouvelle estimation de ces volumes. Cette dérogation fait suite à une révision formulée en novembre 2013 qui, pour la première fois, envisageait de modifier les objectifs globaux du RFS 2, et non seulement celui des biocarburants dits avancés (biogazole, biocarburants celluloseux). Le tableau ci-dessous reprend les nouvelles quantités pour les années 2014, 2015 et 2016 :

Comparaison du RFS 2 et de la proposition de révision de l'EPA de mai 2015 (unité : milliard de gallons d'éthanol équivalent)

		2014	2015	2016
Biocarburants avancés	RFS2	3,75	5,5	7,25
	Proposition – mai 2015	2,68	2,9	3,4
Total	RFS2	18,15	20,5	22,25
	Proposition – mai 2015	15,93	16,3	17,4

Source : EPA, présentation CEP

Pour justifier cette révision notamment vis-à-vis de l'amont de la filière, l'EPA s'appuie sur l'argument d'une offre domestique qualifiée d'inadéquate, en particulier suite à la baisse de la consommation globale de carburants et donc l'atteinte du *blend wall* (saturation du marché de l'E10, ainsi qu'un développement limité de l'E15 et de l'E85 – voir [cet article dans Notes et études socio-économiques](#) pour plus de détails). L'EPA cite aussi des limites au niveau de la production et des importations en biocarburants respectant les standards du RFS2. À cet égard, l'Agence relève un développement plus lent que prévu de l'industrie des biocarburants celluloseux. Cette proposition sera discutée le 25 juin lors d'une audience publique et la décision finale est prévue pour fin novembre.

Source : *Environmental Protection Agency*

<http://www.epa.gov/otaq/fuels/renewablefuels/regulations.htm>

Retour sur l'exemplarité de Vittel

L'article *Revenir sur l'exemplarité de Vittel : formes et détours de l'écologisation d'un territoire agricole*, publié dans la revue électronique en sciences de l'environnement *VertigO* en mai 2015, s'attache à comprendre les jeux fonciers qui se sont mis en place sur l'impluvium de Vittel-Contrex suite à l'instauration, par l'entreprise agroalimentaire, d'un vaste dispositif de maîtrise des pollutions d'origine agricole. L'auteure, Florence Hellec (Inra SAD), revient sur les conditions dans lesquelles ont été réalisées les acquisitions foncières et les contractualisations volontaires, et sur les conflits qu'elles ont déclenchés au sein de la profession agricole. Cet article illustre les limites de l'intervention d'un acteur industriel, quand l'intérêt économique prime sur les considérations sociales, et ce malgré l'implication de plusieurs organismes publics et parapublics.

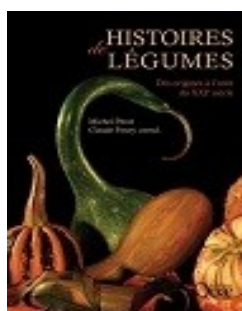
Il met également en évidence l'incapacité à produire collectivement et durablement les représentations et les conditions du changement technico-économique.

Source : Vertigo

<http://vertigo.revues.org/15912>

Michel Pitrat, Claude Foury (coord.), *Histoires de légumes. Des origines à l'orée du XXI^e siècle*, Éditions QUAE, 2003, réimpression mars 2015, 410 pages

Cet ouvrage scientifique de grande qualité vient de bénéficier d'une réimpression tout à fait justifiée – même si une nouvelle édition revue et actualisée eut été encore plus attendue. Dans une première partie, les auteurs présentent le cadre biologique, historique et géographique des productions de légumes. Les cinq parties suivantes sont consacrées aux cinq grands groupes de la classification traditionnelle, basée sur les parties consommées des plantes : légumes racines, légumes tiges, légumes feuilles, légumes fruits et légumes graines. Au total, le livre décrit la diversification et l'expansion d'une trentaine d'espèces, cultivées couramment en Europe et en France, depuis leur domestication jusqu'à aujourd'hui. L'ensemble montre bien comment ce riche patrimoine biologique et culturel s'est constitué en quelques millénaires, au cours d'un long compagnonnage avec l'homme. Il rappelle aussi, aux mangeurs que nous sommes, que nos assiettes sont remplies d'histoire et de géographie...



Lien : Quae

<http://www.quae.com/fr/r4670-histoires-de-legumes.html>

Au-delà des abeilles, l'importance d'autres groupes d'insectes pollinisateurs

L'étude du déclin des pollinisateurs en agriculture s'est jusqu'à présent principalement focalisée sur l'abeille domestique, ainsi que sur les papillons et les syrphes (un type de mouche). Un article publié récemment dans la revue *Proceedings of the Royal Society B* s'intéresse également à l'ensemble des autres insectes pollinisateurs, peu étudiés jusqu'alors. Si les résultats montrent que l'abeille transporte plus de pollen que les autres pollinisateurs, l'abondance de ces derniers est relativement importante. Ainsi, favoriser la diversité et le maintien de ces populations pourrait contribuer à la stabilité du « service » de pollinisation, indispensable à la production de 35 % des cultures dans le monde, comme le rappellent les chercheurs.

Source : *Proceedings of the Royal Society B*

<http://rspb.royalsocietypublishing.org/content/282/1805/20142934>

Société résiliente, transition écologique et cohésion sociale

Le Commissariat général au développement durable (CGDD) a lancé plusieurs chantiers sur la résilience, sous trois angles principaux : l'analyse intégrée de la résilience territoriale, les villes résilientes, les acteurs dans les processus de résilience. Ce dernier angle est l'objet du n°124 de la collection *Études et documents*, publié en mai 2015 et intitulé *Société résiliente, transition écologique et cohésion sociale : études de quelques initiatives de transition en France, premiers enseignements*. Y sont exposés les résultats de deux études : l'une propose, à partir d'un travail de terrain en Île-de-France, une approche sociétale de la résilience dans une optique de transition écologique ; l'autre dresse un état des lieux concret des initiatives de transition repérées et identifie des pistes d'action, construites par les acteurs, en vue de l'élaboration d'un partenariat entre porteurs de projets de résilience territoriale et acteurs publics.

Ces travaux originaux montrent comment des réponses peuvent être apportées à des situations de crises par la mobilisation citoyenne et collective, et interpellent les acteurs publics pour une meilleure prise en compte de ces nouveaux modes d'action dans les territoires ([voir à ce sujet un précédent billet sur ce blog](#)).

Source : CGDD

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED124.pdf>

Prix des terres agricoles en 2014 : le marché des vignes en progression

Les Safer, dans le cadre de leur mission de service public (assurer la transparence des marchés fonciers ruraux), viennent de publier le prix des biens agricoles et ruraux (forêts, vignes, terres et prés, bâti agricole ou rural). En 2014, le prix des terres agricoles a augmenté d'un peu moins de 3 % pour les terres libres (soit 5 910 euros/hectare en moyenne) et de 4 % pour les terres louées (soit 4 410 euros/hectare). En volume (*ie* en surfaces), le marché des terres agricoles est en légère hausse mais reste inférieur aux niveaux observés avant la crise financière de 2008.

À l'inverse, les Safer notent une progression du marché des vignes, en hausse de 13 % (en surface), portée par le marché champenois (+ 40 % en valeur échangée) et par la reprise confirmée en Languedoc Roussillon. Enfin, le marché forestier est en légère progression mais les prix stagnent en dessous de 4 000 euros/hectare, sachant toutefois que cette moyenne cache une grande disparité des montants des transactions observées, de 650 euros/hectare à 11 500 euros/hectare.

Sources : Safer

<http://www.safer.fr/marche-foncier-rural-2014-france.asp#>

<http://www.le-prix-des-terres.fr/>

Food Research Collaboration publie une contribution au débat public sur le sucre au Royaume-Uni

Le 10 juin, [Food Research Collaboration](#), initiative financée par la *Esmée Fairbairn Foundation* et réunissant universitaires et ONG, dans le but d'améliorer le système alimentaire du Royaume-Uni, a publié une note d'information sur le sucre au Royaume-Uni. Le sucre pose des questions à long terme pour la politique alimentaire britannique, qu'il soit produit dans le pays ou importé, et cette publication traite tant de santé publique que de production et de transformation. Sont notamment abordés la politique européenne, les productions et prix mondiaux, européens et britanniques, les enjeux pour les pays producteurs. Face à la nécessité de mettre un terme aux productions et consommations massives de sucre, tout en envisageant des utilisations alternatives

des terres, des emplois et des sources de revenus autres pour les producteurs primaires, *Food Research Collaboration* identifie également plusieurs options de politiques publiques pour le Royaume-Uni : produire moins de sucre, importer moins de sucre et encourager la diversification, diversifier les utilisations du sucre.

Source : *Food Resaerch Collaboration*

<http://foodresearch.org.uk/wp-content/uploads/2015/06/Sugar-policy.pdf>

Feeding EXPO Milano with Mediterranean perspectives – 32^e numéro de la *Watch Letter* du CIHEAM

En avril dernier, le Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) a publié sa *Watch Letter* n°32. Composé de 18 articles, ce numéro s'intéresse aux indicateurs et initiatives innovants pour la sécurité alimentaire des pays méditerranéens, avec une attention particulière portée aux bonnes pratiques, à l'adaptation au changement climatique, aux modèles de consommation alimentaire durable et aux chaînes agroalimentaires. Une approche large est adoptée, prenant en considération les enjeux nutritionnels, socio-économiques, environnementaux et d'innovation, et ce à différents niveaux. Dans son éditorial, le secrétaire général du CIHEAM, Cosimo Lacirignola, rappelle que 2015 est une année cruciale par les événements internationaux organisés sur les enjeux agricoles, alimentaires et ruraux en lien avec les objectifs de développement durable : année internationale des sols, 7^e Forum mondial de l'eau en Corée du Sud, exposition universelle à Milan, COP 21 à Paris, adoption prévue d'un programme de développement post-2015 par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre.

Source : CIHEAM

<http://ciheam.org/index.php/component/content/article/54-publications/lettres-de-veille/201-watch-letter-32>

La Chine signe un accord avec la FAO de 50 millions \$ pour la coopération Sud-Sud

En marge de la conférence de la FAO à Rome, la Chine a signé le 7 juin dernier un accord pour abonder le fonds de coopération Sud-Sud FAO-Chine à hauteur de 50 millions de \$ pour une durée de 5 ans. Ce fonds avait initialement été institué en 2008 à hauteur de 30 millions \$. Il a pour objectif d'aider les pays en développement à mettre en place des systèmes alimentaires durables et des chaînes de valeur agricoles inclusives par l'appui d'experts agricoles chinois dans les pays les plus vulnérables d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique.

Source : FAO

<http://www.fao.org/news/story/en/item/289386/icode/>

Bioéconomie en Europe : état des lieux et perspectives

Une publication dans *Environmental development*, travail d'une équipe de chercheurs du Joint Research Center, propose un état des lieux de la bioéconomie en Europe et de son potentiel de développement à l'horizon 2020, avec une approche détaillée par secteur d'activités (agriculture et agroalimentaire, pêche et aquaculture, forêts, bioénergie, biochimie, bioplastiques, enzymes, etc.)

Source : *Environmental development*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2211464515000305>

Sécheresse en Californie : l'USDA met en place un site d'information sur les impacts

Un site de l'USDA a été spécialement mis en place afin de décrire la situation actuelle et les possibles impacts de la sécheresse en Californie, qui dure depuis 2012. Plusieurs sections sont disponibles, détaillant les effets sur les exploitations agricoles, sur les cultures et les élevages, ainsi que sur les prix au niveau des consommateurs.

Source : USDA

<http://www.ers.usda.gov/topics/in-the-news/california-drought-farm-and-food-impacts.aspx>

COLLOQUES, CONFÉRENCES

- 28 juin - 1^{er} juillet 2015, Dijon

16^e International Symposium on Olfaction and Electronic Nose (ISOEN)

<https://colloque6.inra.fr/isoen2015>

- 29 juin – 1^{er} juillet 2015, Tours

6th Symposium on Antimicrobial Resistance in Animals and the Environment, organisé par l'Inra

<http://www.arae2015.com/WD150AWP/WD150AWP.EXE/CONNECT/ARAE152>

- 30 juin 2015, Paris

5^e édition du Colloque national biomasse, organisé par le Syndicat des Énergies Renouvelables

<http://www.colloque-biomasse.fr/Page/1776/Accueil>

- 30 juin - 2 juillet 2015, Paris

Conférence organisée par l'OIE « *Global conference on biological threat reduction* »

http://www.oie.int/fileadmin/Home/eng/Conferences_Events/docs/pdf/201014/Concept_note-programmeWeb.pdf

- 1^{er} juillet 2015, Paris

Conférence « Agriculteurs et changement climatique », organisée par l'APCA et l'AFJA

<http://www.chambres-agriculture.fr/outils-et-modules/agenda/agenda/article/conference-agriculteurs-et/>

- 14 - 17 juillet 2015, Paris

6^e Symposium international sur les « Fonctionnalités dans les systèmes alimentaires complexes : approches inspirées de la physique, de l'échelle nanométrique à l'échelle microscopique », organisé par AgroParisTech et l'Inra

<http://dof2015.org/>

- 16 et 17 juillet 2015, Zagreb (Croatie)

"International Symposium 2015: Recent Advances II" on food animal welfare during transport, marketing and slaughter

<http://www.thecattlesite.com/news/46697/zagreb-to-host-symposium-to-address-food-animal-welfare-around-slaughter#sthash.e4fVOzBa.dpuf>

- 19 - 22 juillet 2015, Nantes

13th International Congress of the European Association for Veterinary Pharmacology and

Toxicology

<http://www.alphavisa.com/eavpt/2015/index.php>

- 29 et 30 juillet 2015, Marciac

21^e Controverses européennes de Marciac, consacrées à la thématique « Mondes agricoles : la coexistence des modèles est-elle vraiment possible ? » et organisées par la Mission Agrobiosciences/ENFA et la Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers

http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=3950#.VSZOuXtvWiM

- 4 septembre 2015, Paris

Colloque « Partage des données pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement : des opportunités pour innover et créer de la valeur », organisé par Agreenium

<https://colloque.inra.fr/opendata-et-agriculture>

- 25 septembre 2015, Montpellier

Dixième journée du marketing agroalimentaire à Montpellier

<https://inra-dam-front-resources-cdn.brainsonic.com/ressources/afile/281212-370d2-resource-xe-journee-marketing-agroalimentaire.html>

- 28 septembre 2015, Paris

Colloque de restitution des travaux de l'Inra sur la thématique « Évaluer l'impact sociétal de la recherche pour apprendre à le gérer »

<http://www6.inra.fr/asirpa/Page-d-accueil/Actualites/28-sept-2015-Paris-Colloque-national-de-restitution-des-travaux-de-l-INRA-sur-l-impact>

- 30 septembre-1^{er} octobre 2015, Mirabel

8^e édition des Entretiens du Pradel, sur le thème « Savoirs agronomiques et développement agricole »

http://www.agronomie.asso.fr/fileadmin/user_upload/EntretiensPradel/Pradel_2015/Entretiens_du_Pradel_2015_programme.pdf